

EDUCATION

REVUE DE PRESSE

N° 0033

REVUE DE PRESSE EDUCATION
DU 07 AU 11 JANVIER 2022



CRISE SCOLAIRE :

**Les parents d'élèves dans la rue,
samedi**

Négociations Etat-syn- dicats :

**Les parents d'élèves
pour plus de sincérité**



**La RADDHO invite État et
syndicats au respect du
droit à l'éducation des en-
fants**

CONFEMEN : 59^e session ministérielle



Les correspondants nationaux de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et Gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN) se sont réunis à partir du lundi 7 février, pour préparer la 59^e session ministérielle de cette organisation. Cette rencontre de trois jours (7, 8 et 9) a pour objectif d'échanger et d'adopter les propositions de révision des statuts de la CONFEMEN et du personnel du Secrétariat technique permanent (Stp) de cette institution ainsi que le projet de son plan stratégique 2022-2026. Les correspondants nationaux sont de hauts fonctionnaires désignés par les 44 ministres en charge de l'Éducation des pays membres de la CONFEMEN et qui sont les intermédiaires entre le Stp et les ministères de l'Éducation des États et Gouvernements membres.

L'Observateur

Négociations Etat-syndicats : Les parents d'élèves pour plus de sincérité



Après l'échec des négociations entre les syndicats d'enseignants et l'Etat, l'association des parents d'élèves du département de Mbour se dit déçue et invite l'Etat à tout faire pour entamer des négociations sincères qui puissent aboutir à la reprise des enseignements/aprentissages le plus rapidement possible. Selon Mouhamed Keïta, le président des parents d'élèves du département de Mbour, « l'heure est grave parce que la situation qui prévaut actuellement dans l'école nous inquiète. Il faut que les acteurs sachent que l'école est une et indivisible. Nous voulons que l'Etat appelle les syndicats autour d'une table pour discuter des problèmes et voir comment trouver une solution à cette crise qui perdure ».

Le Quotidien

Respect des accords : Cinq autres syndicats en grève



Les syndicats d'enseignants ne sont pas dans la dynamique d'un dénouement de la crise scolaire. Nonobstant une rencontre tenue la semaine dernière avec le gouvernement, cinq autres organisations entament ce mardi leur septième plan d'actions au moment où le SAEMSS et le CUSEMS en sont à leur huitième. Le SEL, le SELS/A, l'UDEN, le SNELAS, le SNELAS/FC et le SIENS ont décrété un débrayage, à partir de 09 heures, ce mardi et mercredi suivi d'une grève totale jeudi et vendredi... Les secrétaires généraux desdits syndicats, après avoir épuisé l'agenda consensuel du monitoring retenu entre le gouvernement et les syndicats représentatifs, dénoncent les manquements relevés dans la mise en œuvre des accords signés ».

Walf Quotidien

36 ANS APRÈS : Cheikh Anta Diop toujours célébré



Disparu le 7 février 1986, Cheikh Anta Diop est toujours parmi les vivants grâce à ses enseignements. Ce lundi, un panel a été organisé à la Place du souvenir à Dakar pour se remémorer le défunt savant et inviter les jeunes à s'inspirer de ses pensées. Cheikh Anta Diop, nationaliste, panafricaniste et internationaliste ! C'est le thème qui a été retenu cette année, à l'occasion de la célébration de la disparition du parrain de l'Université de Dakar (UCAD). Selon le Professeur Boubacar Diop dit Buuba, ce thème a été choisi pour permettre aux jeunes de voir les articulations entre le passé et le présent car, a-t-il souligné, il y a beaucoup de confusion dans le monde. Aujourd'hui, il y a des gens qui se battent en Afrique pour défendre leurs ethnies, d'autres leurs nations, d'autres se réclament du panafricanisme.

Le Soleil

La RADDHO invite État et syndicats au respect du droit à l'éducation des enfants



Que l'État et les syndicats d'enseignants respectent le droit à l'éducation des élèves. C'est le message lancé par la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'Homme. Dans un communiqué, Sadikh Niass, secrétaire général de la Raddho et ses camarades estiment que le système éducatif national est aujourd'hui au bord de la rupture du fait de la grève des syndicats d'enseignants qui exigent le respect par le gouvernement des engagements pris dans le cadre des accords conclus depuis 2014. M. Niass souligne que cette situation s'est fortement dégradée avec les manifestations organisées sur l'ensemble du territoire par les élèves qui réclament la prise en compte de leurs intérêts par le gouvernement et les syndicats d'enseignants.

Le Soleil

CRISE SCOLAIRE : Les parents d'élèves dans la rue, samedi



Après les manifestations organisées par les élèves pour dénoncer les grèves incessantes des enseignants, les parents d'élèves vont prendre le relai ce samedi à la place de la Nation. Une initiative de l'UNAPEES prise après concertation avec tous les points focaux qui se trouvent dans les 14 régions du Sénégal, nous dit Abdoulaye Fané, son secrétaire général. « L'objectif de cette rencontre est tout simplement de nous réunir, d'échanger pour faire une déclaration relative à la reprise des enseignements-apprentissages au niveau des établissements scolaires de ce pays ». Une occasion pour eux de dire qu'ils en ont marre de ces grèves et débrayages qui minent l'école sénégalaise depuis quelque temps.

Voxpopuli

Négociations État-Enseignants : Le Président sous la pression de l'école



Le poids de la parole présidentielle est très fort. Au lendemain de sa sortie sur la crise scolaire, le gouvernement a convié le secteur public de l'éducation à une rencontre d'évaluation ce samedi. Les deux parties devraient confronter leurs propositions sur le système de rémunération dans la Fonction publique, dont les inégalités irritent les enseignants. Ils s'étaient donné rendez-vous dans 15 jours. Après la rencontre tenue le 3 février dernier, le gouvernement et les syndicats d'enseignants majoritaires (G7) se retrouvent pour l'acte 2 de leurs négociations, dans un contexte d'incertitudes avec la nomination d'un Premier ministre, qui risque de chambouler l'attelage actuel. Le premier a été un échec, selon les syndicalistes.

Crise scolaire : Les syndicats entament leur 8e plan d'action



Le système éducatif est en ébullition, les enseignants annoncent un 8e plan d'actions alors que le président de la République a demandé ce mercredi une finalisation des concertations à ses ministres. Les parents d'élèves qui ne savent plus à quel saint se vouer prévoient, eux, d'envahir les rues samedi prochain. Dans le cadre du déroulement du huitième plan d'action conjoint du G7, des assemblées générales départementales se sont tenues ce jeudi dans différentes localités du pays avec pour objectif de remobiliser les troupes et de partager des informations, selon les syndicalistes. Abdoulaye Ndoye explique dans ce sens que du fait de la grève des deux organisations syndicales du moyen et du secondaire, le système éducatif est aujourd'hui paralysé.

Orientation : Campusen ouvert à nou- veau à certains bacheliers

La plateforme d'orientation des nouveaux bacheliers sera ouverte à nouveau du jeudi 10 février au jeudi 16 février 2022. Mais cette phase ne concerne pas l'ensemble des étudiants non encore orientés. L'initiative est prise exclusivement pour « des bacheliers de 2021 qui n'ont jamais reçu de propositions d'orientation sur leurs choix, faute de place disponible ». D'après un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur, cette initiative permettra au quota restant d'avoir la possibilité d'être orienté. D'après le Directeur de l'Enseignement supérieur, Pr Amadou Abdoul Sow, 52 556 nouveaux bacheliers sont déjà orientés « conformément à leur choix sur toutes les places disponibles », soit 81,5% des admis de cette année.

UGB : Les travaux d'assainissement ont démarré

Les travaux d'assainissement et d'installation de wifi ont démarré à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. L'information est du coordonnateur des étudiants de Saint-Louis (Cesl), Djiby Diène qui s'est confié au journal Kritik. « Actuellement, il y a le déroulement des travaux au niveau de la station de pompage et, hier (mardi), l'équipe, qui doit se charger de l'installation des réseaux de wifi, dans le campus nous a fait visiter les blocs dans les villages universitaires », a-t-il renseigné. C'est dans cette perspective qu'une rencontre avec le recteur et l'ensemble des acteurs impliqués, a permis à la coordination des étudiants de Saint-Louis de se réunir pour statuer sur le sort du mot d'ordre de grève de la faim qui a finalement été suspendu.

Le pays en fête, les élèves sans enseignants



Alors que le pays est en fête avec la victoire des Lions qui ont remporté la Coupe d'Afrique des Nations (Can), les syndicats d'enseignants, qui sont en mouvement d'humeur depuis quelque temps n'ont pas pour autant observé une pause. Comme prévu dans leur dernier plan d'actions, ils ont observé ce mardi 8 février un débrayage à 9 h. Cela devrait être la même chose pour le lundi, mais ce jour était déclaré chômé et payé après la victoire des Lions, dimanche. Mais pour aujourd'hui mercredi 9 février et jeudi 10 février 2022, ce sera une grève totale. Les syndicalistes du Cusems et du G20 ont tenu à féliciter les Lions pour leur prouesse.

Récompense des « Lions » : Les enseignants refusent toute comparaison

Les syndicalistes enseignants sont clairs dans leur position. Ils ne veulent aucunement que leurs revendications soient inscrites dans une logique de comparaison ou de rivalité avec les largesses du chef de l'Etat qui a octroyé une prime spéciale de 50 millions et deux terrains à Dakar et à Diamniadio à chaque « Lion ». Ce suite au sacre de l'équipe nationale de football à la Coupe d'Afrique des Nations (Can) 2021 organisée au Cameroun. « Ce geste du président Sall, on peut l'apprécier positivement vu que les « Lions » ont frappé fort pour avoir réussi à réunir toutes les couches de la société. On le salue et le magnifie. Ils le méritent amplement et même plus. Mais nous ne nous inscrivons pas dans une logique de comparaison ou de rivalité. Nous réclamons juste une reconnaissance et une revalorisation de la fonction enseignante ».

Gambie : Le gouvernement veut orienter les élèves vers les filières techniques

Le gouvernement gambien veut plus de jeunes dans les cursus d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). La ministre gambienne de l'Education de base et secondaire (MoBSE), Claudiana Cole (photo), vient de lancer un appel pour attirer plus d'élèves vers ces filières. « Au ministère de l'Enseignement fondamental et secondaire, on parle de promotion de l'EFTP, et cela veut dire compétences et formation professionnelle. Dans notre politique actuelle, nous avons prévu de promouvoir l'EFTP », a confié la ministre, alors qu'elle présidait une cérémonie de remise de diplômes dans un Institut professionnel.

Agence Ecofin

Intelligence artificielle : L'Afrique doit former 5000 chercheurs en 5 ans

L'Afrique doit former au moins 5000 doctorants dans les domaines de l'intelligence artificielle (IA) et de l'apprentissage automatique, au cours des 5 prochaines années, si elle veut tirer profit de l'économie numérique, d'après les estimations du professeur Tom Ogada, directeur exécutif du Centre africain d'études technologiques (ACTS), un groupe de réflexion de recherche sur le développement, pionnier dans l'exploitation des applications de la science, de la technologie et des politiques d'innovation pour le développement durable en Afrique. « Notre institution a fait une analyse de la situation pour identifier les compétences qui seront nécessaires pour développer l'économie numérique, et nous avons établi qu'il existe un déficit de compétences en Afrique à tous les niveaux, du secondaire à l'université jusqu'au doctorat », a déclaré Ogada à l'University World News.

Agence Ecofin

Québec : Création d'un Observatoire sur la réussite

Dans la foulée de son plan visant à faire augmenter la proportion de Québécois qui obtiennent un diplôme collégial ou universitaire, le gouvernement met sur pied un Observatoire sur la réussite en enseignement supérieur. C'est au Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur (CAPRES) de l'Université du Québec qu'on a donné la mission de créer cet observatoire. Pour ce faire, le ministère de l'Enseignement supérieur annoncera ce lundi qu'il lui accorde 2,85 millions de dollars. L'organisme, qui existe depuis une vingtaine d'années, changera de nom pour devenir l'Observatoire, mais continuera à s'intéresser aux questions d'accessibilité, de persévérance et de réussite chez les étudiants en enseignement supérieur.

La Presse

Québec : Les écoles abandonnent l'Institut Confucius

De nombreuses écoles qui offraient des cours de mandarin en collaboration avec l'Institut Confucius ont tourné le dos à l'organisme chinois controversé, a appris La presse. Le Collège Dawson, qui y est toujours associé, réévaluera également son partenariat. Plusieurs écoles et cégeps du Québec accueillent depuis une quinzaine d'années des professeurs envoyés et payés par la Chine pour offrir des cours de mandarin à leurs élèves. Seuls deux collèges, le Collège Dawson et le Cégep de Limoilou, ont encore des ententes avec l'Institut Confucius, selon le ministère de l'Éducation du Québec. Le régime chinois a inauguré plus de 500 Instituts Confucius, chargés de promouvoir le mandarin et la culture chinoise dans le monde, depuis 2004.

Dernières Nouvelles

France : Combien gagne un président d'université ?

Alors qu'université rime souvent avec précarité, la question du salaire reste taboue dans l'enseignement supérieur. Preuve en est, les présidents et anciens présidents d'université interrogés ont tous demandé à garder l'anonymat. En tant que fonctionnaires, les présidents d'université voient leur rémunération encadrée par le régime de la fonction publique d'État qui se compose de leur traitement indiciaire, auquel s'ajoutent les primes. Ce traitement indiciaire varie selon le statut de chacun. Pour les maîtres de conférences, il s'échelonne de 26.000 euros brut annuel pour ceux de classe normale à 54.000 euros pour les hors classe.

L'Étudiant

